

Perpignan, le 24 février 2012

Lettre ouverte
aux organisations politiques de gauche
engagées dans les élections présidentielles et
législatives de 2012.

Mesdames, Messieurs.

La CGT est une organisation syndicale indépendante des partis politiques. Mais elle n'est pas neutre quant aux solutions politiques à apporter aux situations graves que subissent les précaires, les chômeurs, les retraités et la très grande majorité des salariés. Ainsi, elle n'a rien à espérer des laquais du tout petit monde de la finance et du MEDEF que représente l'UMP (et ses alliés dits centristes). Au passage, la CGT appelle à ne pas se tromper de colère : la candidate du front national (qui vit dans un manoir) essaie d'enfumer le peuple en le divisant. N'oublions pas que le front national a traité d'émeutiers les grévistes de 2010 pour la défense des retraites.

Pour autant, la CGT n'accorde aucun chèque en blanc à tous les candidats de gauche. Nous les appelons à s'engager fermement à retirer d'urgence les dernières mesures du gouvernement Sarko : TVA dite sociale, accords compétitivité-emploi par entreprise...

De plus, nous le disons en toute amitié aux partis de Gauche, à leurs élus, à leurs candidats : entendez cette aspiration à rétablir la justice sociale. Ecoutez la rancœur de ceux qui produisent les richesses de ce pays et qui ont été brocardés et parfois humiliés ces dernières années. Ayez de la force de caractère et de l'ambition pour que les choses changent réellement dans les entreprises.

Et nous voulons des réponses claires et des engagements des candidats et des candidates sur les revendications de la CGT ;

Les salaires et la finance :

- Revalorisation des salaires, des pensions et des minima sociaux.
- le SMIC à 1700€ brut pour 35heures.
- Contrôle des aides publiques aux entreprises et contraintes à des alternatives aux licenciements.
- Supprimer les exonérations fiscales sur les heures supplémentaires.
- Réformer la fiscalité en profondeur en créant un pôle financier public.
- Taxer les mouvements spéculatifs.
- Mettre en place un fond européen de solidarité social.

Les retraites :

- Renouveler le contrat entre générations, garantissant le droit à la retraite par répartition à 60 ans, avec un revenu de remplacement à 75% permettant de vivre dignement, reposant sur l'ensemble des rémunérations, jamais inférieur au SM1C.
- Une pension indexée sur le meilleur salaire.
- Le droit à la retraite anticipée a taux plein pour les travaux pénibles et les travail leurs handicapés.
- La garantie et la pérennisation de notre système de solidarité, la sécurité sociale.

Droit du travail:

- Le respect du droit égalitaire homme femme sur l'emploi, les salaires, les conditions de travail, la formation et le développement de carrière
- Stopper les suppressions d'emplois en réintégrant l'autorisation de licenciement,
- Suppression du temps partiel imposé et toutes formes de précarités à l'emploi.
- Travail égal, salaire égal.

Politiques publiques :

- Stopper la Réforme Générale des Politiques Publiques en développant les politiques et les moyens des services publics.

Consciente que ces annotations vous auront sensibilisé sur les remèdes à apporter à la situation actuelle et future, les responsables de l'Union Départementale CGT se tiennent à votre entière disposition pour tout échange constructif visant à défendre les intérêts supérieurs du monde des ouvriers, employés, cadres, ingénieurs, etc.

Recevez, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.



P/la CGT66
Le Secrétaire Général
Pierre Louis PLACE

"La CGT sait faire la distinction dans l'attitude des partis politiques : il y a ceux qui font preuve de compréhension, voire de soutien à nos combats syndicaux a ceux qui les ignorent ou sont responsables de nos colères" (Bernard Thibault, au Zénith à Paris le 31 janvier 2012),